

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française . . 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.	La ligne 80 frs minimum 250 frs
Ordinaire	1.300 frs 800 frs		
Avion	3.300 frs 1.700 frs	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.	Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs
Etranger	1 an 6 mois		
Ordinaire	1.600 frs 900 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone 27-01 — LOME
Avion	3.750 frs 2.300 frs		
Prix du numéro			
Au comptant à l'imprimerie : 75 frs			
Par porteur ou par poste :			
Togo, France et autres Pays d'expression française 90 frs			
Etranger : Port en sus.			

SOMMAIRE

ORDONNANCES

- 1967
- 27 nov. — Ordonnance n° 40 relative à la durée du service à prendre en compte pour la constitution des droits à pension de certains fonctionnaires de la police, atteints par la limite d'âge 597
- 1^{er} déc. — Ordonnance n° 41 portant modification de l'ordonnance n° 33 du 4 août 1967 (Loi rectificative à la loi de finances pour l'exercice 1966) 597

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- 1967
- 20 nov. — Décret n° 67-231 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1966 de la commune de Tsévié..... 600
- 20 nov. — Décret n° 67-232 portant approbation du budget additionnel de la commune de Tsévié, exercice 1967 600
- 20 nov. — Décret n° 67-233 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1966 de la commune d'Atakpamé. 600

- 20 nov. — Décret n° 67-234 portant approbation du budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1967. 600
- 21 nov. — Décret n° 67-235 autorisant paiement en faveur de la Brasserie du Bénin..... 600
- 27 nov. — Décret n° 67-236 portant abatement des loyers des immeubles loués par l'Etat togolais. 597
- 29 nov. — Décret n° 67-237 portant nomination d'un chef de circonscription 597
- 1^{er} déc. — Décret n° 67-238 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour la récolte de café 1967/68 598
- 1^{er} déc. — Décret n° 67-239 portant autorisation d'ouverture d'un bureau d'achats de diamants au Togo 598
- 1^{er} déc. — Décret n° 67-240 portant autorisation d'ouverture d'un bureau d'achats de diamants au Togo 599
- 3 déc. — Décret n° 67-241 chargeant le garde des sceaux, ministre de la justice de l'intérim de la Présidence de la République 599
- 3 déc. — Décret n° 67-242 portant nomination dans les forces armées togolaises 599
- 4 déc. — Décret n° 67-243 portant désignation des membres du Conseil Economique et Social 599

1967

- 10 nov. — Arrêté n° 143/PR/MCITP/DC/BCI nommant les membres de la commission chargée de l'établissement et de la révision de la liste électorale de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo .. 601

Décision portant affectation	601
------------------------------------	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1967

16 nov. — Arrêté n° 314/MFE portant nomination et délégation de signature.	601
18 nov. — Arrêté n° 315/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin de M. Palanga Pago Richard.	601
18 nov. — Arrêté n° 316/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité et solde de réforme au gendarme-adjoint Dzokpata Yawo François.	601
18 nov. — Arrêté n° 317/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à l'adjudant-chef Kédessimé Abalo.	601
18 nov. — Arrêté n° 318/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Baweli Kpinifai.	602
18 nov. — Arrêté n° 319/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agossavi Komlan Thomas.	602
21 nov. — Décision n° 617-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à la société Philip's Telecommunicatie Industrie à Amsterdam (Pays-Bas).	602
27 nov. — Arrêté n° 324/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sékou Alphonse.	602
27 nov. — Arrêté n° 325/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin de M. Colley Jean.	602
27 nov. — Décision n° 632-D/MFE/AHE portant autorisation de paiement d'une somme au Fonds Spécial des Nations Unies.	602
27 nov. — Décision n° 633-D/MFE/AHE portant autorisation de paiement d'une somme au Gouvernement du Dahomey.	603
Arrêté n° 43/VP/MFE/MF/CR du 29 janvier 1966 portant concession de pensions de veuve et d'orphelin de M. Adjikou Auguste (Rectificatif).	603
Arrêtés et décisions portant affectations, nominations et approbation de rôles.	603

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décision portant affectation	604
------------------------------------	-----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1967

16 nov. — Arrêté n° 79/INT portant interdiction de séjour au nommé Assanyibi Akandé dit Saliou.	605
20 nov. — Arrêté n° 80/INT portant annulation et ouverture de crédit au budget primitif de la commune de Palimé, exercice 1967.	605
21 nov. — Arrêté n° 81/INT portant modification et création d'un centre d'état-civil à Pagouda.	604
Décision portant nomination d'un secrétaire de chef de canton.	605

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décision portant nomination	605
-----------------------------------	-----

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1967

22 nov. — Arrêté n° 426/MTAS-PP portant création de cours professionnels de formation et de perfectionnement.	605
24 nov. — Arrêté n° 427/MFP portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un agent spécialisé statisticien.	606
Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisation, radiation, engagements, affectations, validation de services antérieurs, changement d'emploi, rétablissement de situation administrative, mise en disponibilité, détachement, rappel à l'activité, reprise de service, cessation de fonctions pour limite d'âge, licenciements, additif et rectificatif à de précédentes décisions portant passage automatique d'échelon et engagement	606

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1967

7 nov. — Décision n° 206-D/MEN fixant les dates des examens et concours pour l'année scolaire 1967-1968	610
8 nov. — Décision n° 207-D/MEN fixant les dates des congés scolaires pour l'année scolaire 1967-1968	611
Décision portant affectation, nomination et additif à une précédente décision portant nomination	611

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décisions portant admission d'élèves au collège technique d'agriculture de Bingerville et à l'école des assistants d'élevage de Bamako	611
--	-----

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Fourniture et installation des appareils nécessaires à la climatisation, à une centrale de distribution d'oxygène vide et à deux ascenseurs monte-malades dans les bâtiments du bloc chirurgical et de la maternité au centre national hospitalier de Tokoin à Lomé-Togo)	612
Avis d'appel d'offres (Adduction et distribution d'eau de la ville de Dapango)	612
Conservation de la propriété foncière (Avis de demande d'immatriculation)	613
Avis d'immatriculation au registre de commerce	614
Récépissés de déclaration d'associations	615

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 40 du 27-11-67 relative à la durée du service à prendre en compte pour la constitution des droits à pension de certains fonctionnaires de la police, atteints par la limite d'âge.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 fixant le régime des pensions civiles et militaires de la caisse de retraites du Togo ;

Vu l'ordonnance n° 21 du 22 mai 1967 fixant l'âge d'accès aux divers corps de la police ainsi que la limite d'âge applicable aux personnels de ces corps,

ORDONNE :

Article premier — Les fonctionnaires du corps de la police, atteints par la limite d'âge avant la date de l'ordonnance n° 21 du 22 mai 1967 et admis à faire valoir leurs droits à la retraite en application de cette ordonnance, ne seront pas soumis aux dispositions de l'article 2-VII de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 fixant le régime des pensions civiles et militaires.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 27 novembre 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

ORDONNANCE N° 41 du 1-12-67 portant modification de l'ordonnance n° 33 du 4 août 1967 (Loi rectificative à la loi de finances pour l'exercice 1966).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie et du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — L'article premier de l'ordonnance n° 33 du 4 août 1967 est annulé et remplacé par le texte nouveau ci-après :

« Article premier — Il est ouvert dans les écritures du trésor un compte d'affectation spéciale portant le numéro 114-36 et intitulé « Equipement et Démarrage du Port de Lomé ».

Ce compte sera crédité :

— d'une avance de 13.000.000 de francs à consentir par le réseau des chemins de fer sur le compte n° 114-31-6 « Opérations réalisées au profit des tiers — Port de Lomé » ;

— des produits provenant de l'exploitation du port jusqu'au fonctionnement effectif de la future organisation financière du Port Autonome.

Il sera débité :

— des dépenses d'équipement du Port et de son bureau mises à la charge de la République togolaise ;

— des dépenses de fonctionnement de ces mêmes organismes ;

— des paiements effectués en remboursement de l'avance consentie en application du paragraphe 1^{er} du 2^e alinéa.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de finances de la République togolaise.

Lomé, le 1^{er} décembre 1967.

Lt. Cl. E. Eyadéma

Le ministre des finances,

B. Djobo

Le ministre des travaux publics,

A. Mivedon

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 67-236 du 27-11-67 portant abattement des loyers des immeubles loués par l'Etat togolais.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la résolution du conseil des ministres en date du 20 octobre 1967 tendant à la réduction des prix des loyers et à la fixation du plafond des loyers ;

Vu les prévisions budgétaires,

DECRETE :

Article premier — Les loyers des immeubles des particuliers loués par l'Etat et dont les baux sont antérieurs au 1^{er} novembre 1967, sont frappés d'un abattement égal au tiers de leur montant.

Art. 2 — Le plafond des loyers des immeubles à prendre en location par l'Etat est désormais fixé à vingt cinq mille (25.000) francs par mois.

Art. 3 — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret qui prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

Lomé, le 27 novembre 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-237 du 29-11-67 portant nomination d'un chef de circonscription.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu les nécessités du service ;

Sur proposition du ministre de l'Intérieur ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Agbodoh Dosseh Marcelin, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon, mis à la disposition du ministre de l'intérieur, est nommé chef de la circonscription administrative de Kandé, en remplacement de M. Mantah Wallace, adjoint technique de l'agriculture, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2 — Le traitement de l'intéressé sera supporté par le chapitre 14, article 5 du budget général.

Art. 3 — Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 novembre 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur,
Chef de Bataillon J. Assila

DECRET N° 67-238 du 1-12-67 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour la récolte de café 1967-68.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'Office des Produits Agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 67-171 du 29 août 1967 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et des cafés triages et brisures de la récolte 1966-67 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du café de la récolte 1967-68 est fixée au 4 décembre 1967.

Art. 2 — Le prix d'achat au producteur de ladite récolte est fixé à 75 francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'Office des Produits Agricoles du Togo est fixée à 95.370 francs cfa la tonne.

Art. 4 — La date de la commercialisation des cafés dits triages et brisures sera fixée ultérieurement.

Art. 5 — Le montant des frais de transport de Daves à Palimé, de Litimé à Atakpamé que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés est fixé à 2.500 francs la tonne. Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 6 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 1^{er} décembre 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE*Barème café 1967-68*

francs cfa la tonne

Prix d'achat au producteur 75.000

1 Commission acheteur produit 1.800

2 Manutention loyer magasin acheteur produit 400

3 Transport au centre de collecte 2.000

4.200

Valeur nu-basculer centre de collecte 79.200

4 Manutention loyer magasin acheteur agréé 800

5 Transport chemin de fer 1.075

1.875

Valeur nu-basculer Lomé 81.075

6 Passage au catador (y.c. déchets) 1.600

7 Calibrage 1.500

8 Sacherie 16 2/3 à 90 1.500

9 Amortissement de sac 100% 150

10 Entrée et sortie magasin 400

11 Loyer magasin Lomé 300

12 Financement 70% 4 mois VLM 2.136

13 Frais généraux fixes 2.900

10.486

Valeur loco-magasin Lomé 91.561

14 Commission acheteur agréé (30% VLM + transit) 2.778

15 Transit (y.c. voie locale) 1.031

3.809

Valeur à facturer à l'O.P.A.T. 95.370

DECRET N° 67-239 du 1-12-67 portant autorisation d'ouverture d'un bureau d'achats de diamants au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 39 du 24 octobre 1967 fixant les conditions d'ouverture de bureaux d'achats de diamants au Togo ;

Vu la demande en date du 31 août 1967 de M. Guy Castaing de nationalité française et les pièces jointes ;

Vu l'avis favorable de la commission d'agrément émis à l'issue de sa réunion du 21 novembre 1967 ;

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

D E C R E T E :

Article premier — Il est autorisé l'ouverture au Togo d'un bureau d'achats d'export-import de diamants dénommé :

« CASTAING-DIAMONDS »,

domicilié à Lomé.

Art. 2 — M. Guy Castaing est agréé comme représentant du bureau d'achats « Castaing-Diamonds » pour le gérer.

Art. 3 — Le bureau d'achats « Castaing-Diamonds » est tenu d'avoir une comptabilité régulière et complète conformément à la réglementation fiscale en vigueur.

Art. 4 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 1^{er} décembre 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-240 du 1-12-67 portant autorisation d'ouverture d'un bureau d'achats de diamants au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 39 du 24 octobre 1967 fixant les conditions d'ouverture de bureaux d'achats de diamants au Togo ;

Vu la demande en date du 1^{er} novembre 1967 de M. Mouhilé Ramanou de nationalité togolaise et les pièces jointes ;

Vu l'avis favorable de la commission d'agrément émis à l'issue de sa réunion du 21 novembre 1967 ;

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

D E C R E T E :

Article premier — Il est autorisé l'ouverture au Togo d'un bureau d'achats d'export-import de diamants, au nom de M. Mouhilé Ramanou, domicilié à Lomé.

Art. 2 — M. Fred German, de nationalité suédoise, est agréé comme représentant du dit bureau d'achats de diamants pour le gérer.

Art. 3 — Ce bureau d'achats de diamants est tenu d'avoir une comptabilité régulière et complète conformément à la réglementation fiscale en vigueur.

Art. 4 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 1^{er} décembre 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-241 du 3-12-67 chargeant un ministre de l'intérim de la Présidence de la République.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du Gouvernement,

D E C R E T E :

Article premier — Pendant l'absence du lieutenant-colonel Etienne Eyadéma, Président de la République, l'expédition des affaires courantes de la Présidence de

la République sera assurée par le colonel Kléber Dadjo, garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 décembre 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-242 du 3-12-67 portant nomination dans les forces armées togolaises.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu les lois n°s 63-7 du 17 juillet 1963 et 64-26 du 31 octobre 1964 ;

Vu le décret n° 65-46 du 16 mars 1965 modifiant l'échelonnement indiciaire des militaires de l'armée nationale togolaise et portant attributions d'indemnités particulières ;

Vu le vœu émis par le comité constitutionnel au cours de sa séance plénière du 2 décembre 1967 et appuyé par la motion des officiers des forces armées togolaises, réunis le 3 décembre 1967 ;

Vu le décret n° 67-241 du 3 décembre 1967 chargeant le colonel Kléber Dadjo, ministre de la justice, de l'expédition des affaires courantes ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Le lieutenant-colonel Etienne Eyadéma, chef d'Etat-Major des forces armées togolaises, est nommé Général de Brigade, pour compter du 1^{er} décembre 1967.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 décembre 1967.

P. le Président de la République absent :

Le garde des sceaux, ministre de la justice chargé de l'expédition des affaires courantes,

Colonel K. Dadjo

DECRET N° 67-243 du 4-12-67 portant désignation des membres du Conseil Economique et Social.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 23 du 30 mai 1967 portant création d'un Conseil Economique et social ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Sont désignés comme membres du conseil économique et social :

En tant que représentants des salariés du secteur public et du secteur privé :

MM. Toovi Innocent, secrétaire général de l'U.N.T.T. ;

De Souza Michel, secrétaire de l'U.N.T.T. ;

Tossa Jean, secrétaire général administratif de l'U.N.T.T. ;

MM. Barnabé Raphaël, conseiller de l'U.N.T.T.
Akakpo Bernard, directeur de coopératives artisanales.

En tant que représentants des entreprises industrielles, commerciales et artisanales :

MM. Djabaku Albert, président de la chambre de commerce ;
De Campos Boniface, secrétaire général de la chambre de commerce ;
Moutou Pierre, vice-président de la chambre de commerce ;
Gate Jacques, secrétaire général du syndicat des entrepreneurs ;
Mme Lauria Doh-Brude, présidente de l'association des revendeuses de tissus.

En tant que représentants des activités agricoles :

MM. Ayassou Michel, directeur de la SORAD Maritime ;
Couteau (I.R.C.T.) directeur de la SORAD des Plateaux ;
Oureya Djibrill, directeur de la SORAD Centrale ;
Akossou Batascome, directeur de la SORAD de la Kara ;
Sankarédja Martin, directeur de la SORAD des Savanes.

En tant que personnalités qualifiées pour leur compétence en matière économique ou sociale :

MM. Berger Vincent, directeur de la C.T.M.B. ;
Cézac Georges, directeur de la B.C.E.A.O.
Frauenlob, directeur de l'Industrie Textile Togolaise à Dadja ;
Kalife Michel, représentant de la colonie libanaise ;
Mankoubi, directeur de la Banque Togolaise de Développement.

Art. 2 — Lors de sa première réunion, le conseil économique et social désignera :

— les membres de son bureau, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 23 du 30 mai 1967 ;

— une commission chargée de procéder à la rédaction du projet de règlement du conseil.

Art. 3 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 4 décembre 1967.

Lt. Cl. E. Eyadéma

Approbation de comptes administratifs et de budgets additionnels

Par décrets pris en conseil des ministres :

N° 67-231 du 20-11-67 — Le compte administratif de la commune de Tsévié, exercice 1966, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de cinq millions soixante cinq mille cinq cent quatre vingt dix neuf francs (5.065.599 francs).

En dépenses à la somme de trois millions sept cent quatre vingt mille trois cent soixante six frs (3.780.366 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de un million deux cent quatre vingt cinq mille deux cent trente trois francs (1.285.233 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1967.

Sont annulés les crédits intemployés à la clôture de l'exercice 1966 s'élevant au total à deux millions deux cent quarante quatre mille neuf cent quarante cinq francs (2.244.945 francs).

N° 67-232 du 20-11-67 — Le budget additionnel de la commune de Tsévié, exercice 1967, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million sept cent quatre vingt neuf mille huit cent cinquante (et un francs (1.789.851 francs).

N° 67-233 du 20-11-67 — Le compte administratif de la commune d'Atakpamé, exercice 1966, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de dix millions cent trente quatre mille six cent quarante neuf frs (10.134.649 frs).

En dépenses à la somme de sept millions sept cent cinquante cinq mille huit cent vingt trois frs (7.755.823 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de deux millions trois cent soixante dix huit mille huit cent vingt six francs (2.378.826 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1967.

Sont annulés les crédits intemployés à la clôture de l'exercice 1966 s'élevant au total à quatre millions deux cent quarante six mille cent quatre vingt onze francs (4.246.191 francs).

N° 67-234 du 20-11-67 — Le budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1967, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de quatre millions neuf cent quarante huit mille quatre cent soixante deux francs (4.948.462 francs).

Autorisation de paiement

N° 67-235 du 21-11-67 — Est autorisé le paiement de la somme de 7.812.500 F. cfa, représentant la dernière tranche de la participation de la République togolaise à l'augmentation de capital de la Brasserie du Bénin.

Le paiement sera effectué au compte n° 9.203.245 de maître César Amorin chez U.T.B.

La dépense est imputable au budget d'investissement — chapitre 16 — rubrique a « Brasserie du Bénin » et

sera régularisée au prochain collectif du budget d'investissement.

Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Liste électorale de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo

N° 143-PR-MCITP-DC-BCI du 10-11-67 — Sont désignés pour former la commission chargée de l'établissement de la liste électorale de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie :

MM. Kponton Louis — président
 Folley Michel
 Kalife Michel
 Vaché Henri
 Fouillade Paul — en tant que chef d'exploitation industrielle
 Amegee Louis — en tant que chef d'exploitation agricole

Affectation

N° 131-D-PR du 17-11-67 — M. Adabiakou Alphonse, agent permanent 6^e catégorie échelle B., en service au cabinet du Président de la République, est remis à la disposition du ministre de la fonction publique.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Délégation de signature

N° 314-MFE du 16-11-67 — M. Akwei Emmanuel, commis d'administration principal de classe exceptionnelle, est nommé directeur adjoint du service des finances.

M. Akwei est délégué dans les fonctions d'ordonnateur du budget général du Togo, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Bedou Benoit, directeur du service des finances, ordonnateur-délégué titulaire.

M. Akwei est habilité à signer toutes les pièces comptables et à assurer l'expédition des affaires courantes et urgentes.

Concession de pensions de retraite

N° 315-MFE-MF-CR du 18-11-67 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Palanga Haidème (née Tcharé) épouse de M. Palanga Pago Richard, agent d'hygiène adjoint 4^e échelon, (indice ancien 295, nouveau 467, pourcentage 24%) décédé le 1^{er} décembre 1961, une pension de veuve au taux annuel de :

— quatorze mille deux cent vingt (14.220) francs pour compter du 1^{er} décembre 1961 ;

— vingt deux mille huit cent quatre vingt huit (22.888) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Félicien, né le 9 juin 1952
 Céline, née le 23 octobre 1954
 Pauline, née le 8 août 1956
 Fructueux, né le 16 mai 1957
 Jacques, né le 17 août 1958
 Mélanie, née le 24 mai 1959
 Constant, né le 11 octobre 1960

une pension d'orphelin au montant de :

— deux mille huit cent quarante quatre (2.844) francs l'an pour compter du 1^{er} décembre 1961 ;

— quatre mille cinq cent quatre vingts (4.580) frs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1963.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur, seront versées entre les mains de M. Palanga Wembo, tuteur des orphelins et administrateur des biens du de cujus.

N° 316-MFE-MF-CR du 18-11-67 — Une rente d'invalidité temporaire (pourcentage 50%) de la grille indiciaire des militaires des forces armées togolaises fixée à soixante et un mille deux cent soixante (61.260) francs l'an pour compter du 7 septembre 1967, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dzokpata Yawo François, gendarme-adjoint 2^e classe n° mle 422 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise.

Par application des dispositions de l'article 33 b du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, il est également alloué à M. Dzokpata Yawo François, une solde de réforme fixée à quarante deux mille huit cent quatre vingt quatre (42.884) francs par an (indice 315).

Cette solde de réforme est servie pendant la période égale à la durée des services effectifs et est valable du 1^{er} octobre 1967 au 31 décembre 1973.

N° 317-MFE-MF-CR du 18-11-67 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de deux cent cinquante quatre mille quatre cent quarante quatre (254.444) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kedessimé Abalo, adjudant-chef n° mle 006 du corps du personnel de la gendarmerie nationale (indice 1.200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1967.

M. Kedessimé Abalo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Kossiwa, née le 31 août 1952
 Anna, née le 26 juillet 1955
 Françoise, née le 10 octobre 1959
 Agathe, née le 5 février 1962
 Tchilalo, née le 31 août 1964
 Anastas, né le 15 avril 1967.

N° 318-MFE-MF-CR du 18-11-67 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 305-MFE-MF-CR du 3 novembre 1967 portant concession d'une pension militaire à M. Baweli Kpinifai, soldat de 1^{re} classe n° mle 14.077 du personnel des forces armées togolaises.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} février 1967.

N° 319-MFE-MF-CR du 18-11-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de cent quatre vingt dix neuf mille trois cents (199.300) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agossavi Komlan Thomas, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1967.

M. Agossavi Komlan Thomas pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Gilbert, né le 13 février 1966.

N° 324-MFE-MF-CR du 27-11-67 — Une pension proportionnelle (pourcentage 42%) au montant annuel de soixante treize mille sept cent soixante (73.760) frs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sekou Alphonse, préposé de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel des postes et télécommunications (indice 430) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1967.

M. Sekou Alphonse pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 8^e rang) ci-après désignés :

Emmanuel, né le 24 septembre 1951
 Cécilia, née le 26 août 1953
 Alice, née le 24 juin 1954
 David, né le 17 octobre 1956
 Théodore, né le 3 octobre 1958
 Antoinette, née le 29 octobre 1960
 Agatha, née le 20 mars 1964
 Florentine, née le 17 octobre 1967.

N° 325-MFE-MF-CR du 27-11-67 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Colley Agnès Dédévi (née Ayité Hillah) épouse

de M. Colley Jean, mécanicien principal de 2^e classe des postes et télécommunications (indice 829 en retraite, pourcentage 62%) décédé le 19 août 1963 une pension de veuve au taux annuel de cent quatre mille neuf cent cinquante six (104.956) francs pour compter du 25 octobre 1966.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension d'orphelin fixée à vingt mille neuf cent quatre vingt douze (20.992) francs pour compter du 25 octobre 1966 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Josephine, née le 16 mai 1948
 Victoria, née le 21 janvier 1949
 Parfait, né le 18 avril 1952
 Edith, née le 10 juin 1954
 Agnès, née le 31 juillet 1955
 Ernestine, née le 7 novembre 1956
 Hilaire, né le 14 janvier 1958
 Papa Rosaire, né le 7 octobre 1960
 Pauline, née le 22 juin 1961.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Colley Kofiaba Aloysius, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Autorisations de paiement

N° 617-D-MFE-F du 21-11-67 — Est autorisé le paiement par virement en faveur de la société Philips' Telecommunicatie Industrie, à son compte tenu chez la Rotterdamsche Bank N.V. à Amsterdam (Pays-Bas), de la somme de deux cent trente trois mille neuf cent quatre vingt et un Florins hollandais quatre cents (F.H. 233.981,04) soit quinze millions neuf cent cinquante cinq mille cent soixante sept (15.955.167) francs cfa, au titre de la *traite échue au 27 septembre 1967*, selon contrat cables téléphoniques de modernisation du réseau togolais de télécommunication.

Une somme totale de seize millions cent vingt cinq mille vingt quatre (16.125.024) francs cfa, représentant le montant du principal et des frais de transfert, sera mandatée au nom du directeur de la BIAO à Lomé, chargé des opérations dudit virement.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 1, article 9, exercice 1967.

N° 632-D-MFE-AHE du 27-11-67 — Est autorisé le paiement au profit du Fonds Spécial des Nations-Unies, de la somme de un million six cent quatre mille sept cent cinquante francs (1.604.750 francs) au titre de participation du Togo au projet d'étude en vue du développement de l'énergie électrique au Dahomey et au Togo (échéance du 1^{er} janvier 1968).

Cette somme sera mandatée et virée au compte BNCL n° 8194 à Lomé qui est celui du Fonds Spécial des Nations-Unies.

La dépense est imputable au budget d'investissement du Togo, gestion 1967 — chapitre 8 — article 1 — paragraphe 4 — rubrique g.

N° 633-D-MFE-AHE du 27-11-67 — Est autorisé le paiement au profit du Gouvernement du Dahomey, de la somme de deux millions cent soixante mille (2.160.000) francs cfa au titre de participation du Togo au projet d'étude en vue du développement de l'énergie électrique au Dahomey et au Togo (Frais de Création du Centre de Formation).

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Dahomey.

La dépense est imputable au budget d'investissement du Togo, gestion 1967 — chapitre 8 — article 1 — paragraphe 4 — rubrique g.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 27-11-67 à l'arrêté n° 43-UP-MFE-MF-CR du 29 janvier 1966 portant concession de pensions de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à quatorze mille quatre cent soixante (14.460) francs pour compter du 1^{er} août 1965 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Rosa, née le 24 juin 1945
Gabriel, né le 21 juillet 1947
Komlavi, né le 6 février 1951
Kossikouma, né le 20 janvier 1955
Joseph, né le 7 janvier 1959
Pauline, née le 16 septembre 1959.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de Lucia Akossawa, fille du défunt chargée de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

Lire :

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à quatorze mille quatre cent soixante (14.460) frs l'an pour compter du 1^{er} août 1965 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Gabriel, né le 21 juillet 1947
Komlavi, né le 6 février 1951
Kossikouma, né le 20 janvier 1955
Joseph, né le 7 janvier 1959
Pauline, née le 16 septembre 1959.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus

seront versées entre les mains de leurs tuteurs respectivement chargés de leur entretien, à savoir :

M. Adjikou Lucas : Pour Gabriel
Kossikouma
Joseph

Mme veuve Adjikou Nori Akouassodé (née Aho)
Pour Komlavi
Pauline.

(Le reste sans changement).

Affectations — Nominations

N° 625-D-MFE du 23-11-67 — M. Agbodoh Dosseh Marcellin, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, est mis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique pour être affecté au ministère de l'intérieur.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 630-D-MFE du 27-11-67 — M. Gaba Léon, inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon, chef de l'inspection Nord des contributions, est nommé chef de l'inspection Sud, en remplacement de M. Torko Emmanuel, appelé à d'autres fonctions.

M. Gaba est en plus chargé de la liquidation des taxes indirectes.

M. Torko Emmanuel, contrôleur de 2^e classe 4^e échelon, chef de l'inspection Sud, est nommé chef de l'inspection Centre, en remplacement de M. Dagba Valentin, appelé à d'autres fonctions.

M. Dagba Valentin, agent permanent hors-catégorie, chef de l'inspection Centre, est nommé chef de l'inspection Nord, en remplacement de M. Gaba, appelé à d'autres fonctions.

M. Agbokou Michel, inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon, chef du bureau des sociétés, est chargé du contrôle des inspections Centre et Nord.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 634-D-MFE-MEN du 27-11-67 — M. Tay Gédéon, en service au cours complémentaire de Woamé, est nommé économiste et régisseur de la caisse d'avance des menues dépenses de cet établissement, en remplacement de M. Atangnivo Paul, appelé à d'autres fonctions.

M. Tay Gédéon devra justifier dans les formes réglementaires l'avance mise à sa disposition.

Rôles

N° 320-MFE-CD du 23-11-67 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1967 ci-après :

BUDGET GENERAL

Commune de Tsévié

166	Taxe progressive	64.655	
	I. G. R.	1.800	
			66.455

Commune d'Anécho

167	Taxe progressive	240.850	
	I. G. R.	35.820	
			276.670

Circonscription de Tabligbo

168	Taxe progressive	23.675	
			366.800

Total 366.800

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trois cent soixante six mille huit cents francs est fixée au 15 novembre 1967.

No 321-MFE-CD du 23-11-67 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1967 ci-après :

BUDGET GENERAL

Commune de Lomé

161	Taxe progressive	647.210	
	I. G. R.	471.750	
			1.118.960
162	Taxe progressive		312.405
163	Taxe progressive	299.215	
	I. G. R.	9.960	
			309.175
164	Taxe progressive	448.530	
	I. G. R.	26.440	
			474.970
165	Taxe progressive	232.840	
	I. G. R.	11.460	
			244.300
			2.459.810
	Total		2.459.810

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions quatre cent cinquante neuf mille huit cent dix francs est fixée au 15 janvier 1968.

No 322-MFE-CD du 23-11-67 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1967 ci-après :

BUDGET GENERAL

Commune de Lomé

160	B. I. C.		27.015.904
-----	----------	--	------------

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de vingt sept millions quinze mille neuf cent quatre francs est fixée au 15 novembre 1967.

No 323-MFE-CD du 23-11-67 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1967 ci-après :

BUDGET GENERAL

Commune de Lomé

172	Taxe s/la V.L.	414.399	
	Taxe s/la V.V.	6.216	
	Taxe de voirie	740.999	
			1.161.614
173	Taxe s/la V.L.	345.870	
	Taxe s/la V.V.	13.012	
	Taxe de voirie	539.997	
			898.879
174	Taxe s/la V.L.	498.290	
	Taxe s/la V.V.	73.319	
	Taxe de voirie	464.084	
			1.035.693
175	Taxe s/la V.L.	1.295.517	
	Taxe s/la V.V.	58.694	
	Taxe de voirie	1.025.262	
			2.379.473
176	Patentes	4.246.445	
	C/A s/patentes	849.075	
	Licences	277.650	
	C/A s/licences	55.450	
	Taxe civique	64.000	
			5.492.620
			10.968.279
	Total		10.968.279

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de dix millions neuf cent soixante huit mille deux cent soixante dix neuf francs est fixée au 15 janvier 1968.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Affectation

No 47-D-MAE du 18-11-67 — M. Geraldo Moussibaou, commis d'administration principal 1^{er} échelon, précédemment chancelier chargé des questions financières et comptables à l'Ambassade de la République togolaise à Lagos, est remis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE No 81-INT-APA. du 21-11-67 portant modification et création d'un centre d'état-civil à Pagouda.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 67-114 du 18 mai 1967 portant attributions et réorganisation du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté n° 384-54/AP du 21 avril 1954 sur l'état-civil au Togo et les textes subséquents ;

Vu le décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 portant réorganisation de l'état-civil au Togo ;

Vu l'arrêté n° 87/INT du 3 décembre 1962 fixant la date de mise en vigueur des dispositions du décret du 2 juillet 1962 sus-visé ;

Vu l'arrêté n° 90/INT du 8 décembre 1962 portant réorganisation des centres d'état-civil notamment dans la circonscription administrative de Pagouda ;

Sur proposition du chef de circonscription de Pagouda,

ARRETE :

Article premier — Pour compter du 1^{er} janvier 1968 et dans la circonscription administrative de Pagouda, le ressort du centre d'état-civil de Somdé est modifié comme suit :

Centre de Somdé : Siège à Somdé et comprenant le village de Somdé et ses fermes.

Art. 2 — Pour compter du 1^{er} janvier 1968, il est créé dans la circonscription administrative de Pagouda le centre d'état-civil ci-après :

Centre de Wazélao : Siège à Wazélao et comprenant le village de Wazélao et ses fermes.

Art. 3 — Le chef de circonscription administrative de Pagouda est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1967

Chef de Bataillon J. Assila

Interdiction de séjour

N° 79-INT-APA du 16-11-67 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit, pour une durée de cinq ans, à compter du 13 novembre 1967, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Assanyibi Akandé dit Saliou, détenu à la prison civile d'Anécho, né vers 1937 à Porto-Novo (République du Dahomey), y demeurant, fils de Adétchian Assanyibi et de Koukpoli Ayédonka, marchand de médicaments africains, condamné pour tentative de vol à huit mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 16 mars 1967 du tribunal correctionnel d'Anécho (F.D. 43.333/32.322).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Annulations et ouvertures de crédits

N° 80-INT du 20-11-67 — Est approuvée l'annulation de crédit aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Palimé, exercice 1967.

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (mat.)

Article 6 — Entretien et fonctionnement des véhicules municipaux 100.000

Est approuvée l'ouverture de crédit aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Palimé, exercice 1967.

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel).

Article 4 — Alimentation en eau . . . 100.000

Secrétaire de chef de canton

N° 104-D-INT du 21-11-67 — Est constatée, pour compter du 1^{er} juin 1967, la démission de ses fonctions offerte par M. Kondiné Théodore, secrétaire du chef de canton de Pessidé.

M. Ayéba Louis est nommé, pour compter du 1^{er} novembre 1967, secrétaire du chef de canton de Pessidé (circonscription administrative de Kandé), en remplacement de M. Kondiné Théodore, démissionnaire.

L'intéressé aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de 42.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1967, chapitre 14, article 6.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nomination

N° 336-D-MTP-CFT du 21-11-67 — M. Mensah Attoh Honoré, chef de station principal C.E., précédemment chef inspection mobile, est nommé chef service exploitation par intérim, en remplacement de M. Radtke Alfred, inspecteur en chef d'exploitation de l'assistance technique allemande, en congé administratif.

M. Gbaguidi Pascal, chef station principal 2^e échelon, actuellement inspecteur de la 1^{re} section, est nommé chef inspection-mobile par intérim, en remplacement de M. Mensah Attoh Honoré appelé à d'autres fonctions.

M. Mensah Attoh Honoré pourra prétendre en cette qualité au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

La dépense afférente sera imputable au budget annexe des CFT — (exercice 1967).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE N° 426-MTAS-FP du 22-11-67 portant création de cours professionnels de formation et de perfectionnement.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,

Vu le décret n° 67-22 du 26/1/67 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 5/ITM portant création d'une commission consultative d'orientation et de formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 276-54/ITLS du 19 mars 1954 déterminant les conditions de forme et de fond du contrat d'apprentissage spécialement son article 3, paragraphe 7 ;

Sur proposition du directeur du service de la main-d'œuvre,

ARRETE :

Article premier — Sont institués au Togo des cours professionnels de formation et de perfectionnement s'adressant aux apprentis ayant un contrat régulièrement visé par le service de la main-d'œuvre, ouvriers et employés de l'industrie, de l'artisanat et du commerce. Ces cours seront gratuits.

Art. 2 — Ces cours sont organisés à la diligence du directeur du service de la main-d'œuvre et du directeur de l'enseignement technique et peuvent s'ouvrir immédiatement dans les différentes localités du Togo en fonction des besoins constatés.

Art. 3 — Un règlement d'application fixera les conditions de leur fonctionnement.

Art. 4 — Les professeurs ou conférenciers des cours professionnels devront être agréés par le ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique. Ils percevront des vacations ou indemnités dont le taux horaire uniforme sera celui des heures supplémentaires des professeurs licenciés ; l'impulsion des dépenses occasionnées par le paiement de ces indemnités sera effectuée au chapitre 25, article 6, paragraphe 2 (Service de la Main-d'Œuvre) sur présentation d'un état de service fait certifié par le directeur du service de la main-d'œuvre.

Art. 5 — Les dépenses de fonctionnement et d'équipement de ces cours seront imputées au chapitre 25, article 6, paragraphe 2 (Service de la Main-d'Œuvre).

Art. 6 — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et notamment l'arrêté n° 1-MEN du 24-1-64.

Art. 7 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1967

B. Malou

Concours

N° 427-MFP du 24-11-67 — Un concours direct pour le recrutement d'un (1) agent spécialisé statisticien (spécialité perforateur) est ouvert à Lomé le 4 décembre 1967 aux candidats âgés de 18 ans au moins et de 30 ans au plus à la date du concours.

Ce concours comportera :

Des épreuves écrites d'admissibilité :

- 1) une épreuve d'orthographe avec analyse grammaticale (coef. 5) ;
- 2) une composition française (coef. 10) ;
- 3) une épreuve de mathématiques (coef. 15).

Des épreuves d'admission :

- 4) lecture d'un texte ou d'un tableau (coef. 5) ;
- 5) transcription d'un tableau (coef. 5) ;
- 6) test psycho-technique de chiffrage (coef. 10).

Les épreuves sont notées de 0 à 20 ; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 (coef. 1) sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être admis dans le cadre des agents spécialisés s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre des points que comporte l'ensemble des épreuves.

Les dossiers de candidature qui seront adressés par voie hiérarchique au ministre de la fonction publique avant le 29 novembre 1967, doivent comprendre les pièces ci-après :

- un acte de candidature ;
- un certificat de naissance ;
- un extrait du casier judiciaire ;
- copies des diplômes obtenus ;
- certificats médicaux attestant de l'aptitude du candidat à l'emploi postulé.

Intégrations

N° 408-MFP du 15-11-67 — Mlles Amégee Akouavi Antoinette et Lawson Kayi Julienne, titulaires du diplôme d'Etat d'assistante sociale de l'institut de formation sociale d'Abidjan (Côte d'Ivoire), sont admises dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique au grade d'assistantes sociales 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B) — indice 750 (chapitre 24 — article 8 — paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressées.

N° 410-MFP du 17-11-67 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 332-MFP du 25 septembre 1967 portant nomination de M. Akpokli Joël Ebénézer en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

N° 415-MFP du 17-11-67 — M. Agbodjan Kpoti Alexis, ingénieur-adjoint d'agriculture de 3^e classe 4^e échelon, qui a terminé avec succès les études du centre national d'études d'agronomie tropicale de Nogent (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure du corps du personnel de l'agriculture au grade d'ingénieur des travaux de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A2) — indice 1200 pour compter du 1^{er} novembre 1967.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1968 au point de vue de la solde.

N° 416-MFP du 17-11-67 — MM. Kéléou Honoré et Kola Kimilo Jonas, titulaires du certificat probatoire, sont admis dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er}

échelon stagiaires (catégorie C) — indice 550 et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 423-MFP du 22-11-67 — M. Atohou Honoré, agent permanent hors catégorie, qui a suivi avec succès le cycle d'enseignement de l'école nationale des services du trésor à Paris, est admis dans le corps du personnel du trésor en qualité d'inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2) — indice 1100 et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8 — article 14 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

N° 428-MFP du 24-11-67 — M. Agbogon Kokou Michel, instituteur-adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, titulaire du diplôme d'agent technique de la statistique de Yaoundé (République Fédérale du Cameroun), est rayé du corps du personnel de l'enseignement et intégré dans celui de la statistique générale au grade d'agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C) — indice 550 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1967.

N° 429-MFP du 27-11-67 — Les agents permanents dont les noms suivent, admis au concours professionnel d'accès au cadre des préposés des eaux et forêts, sont nommés préposés de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie D) — indice 270 et restent mis à la disposition du ministre de l'économie rurale :

Koudeha Michel, agent permanent 4^e catégorie échelle A

Lawson Moïse, agent permanent 4^e catégorie échelle A

Djato Noël, agent permanent 4^e catégorie échelle B

Tomety Emmanuel, agent permanent 4^e catégorie échelle B

Abotchivia Alfred, agent permanent 3^e catégorie échelle A

Codjié Paul, agent permanent 3^e catégorie échelle A

Agbo Antoine, agent permanent 3^e catégorie échelle A

Colombia Jérôme, agent permanent 3^e catégorie échelle A

Amouzou Germain, agent permanent 3^e catégorie échelle A

Adoukonou Antoine, agent permanent 3^e catégorie échelle A

Djéri Mamadou, agent permanent 3^e catégorie échelle A.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} novembre 1967.

Titularisation

N° 418-MFP du 20-11-67 — M. Laré Jean, ingénieur 2^e échelon stagiaire des postes et télécommunications, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 7 octobre 1967 — A.C. 1a.

Radiations-Engagements

N° 413-MFP du 17-11-67 — M. Gbadoé Benjamin, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, est rayé du corps du personnel de l'enseignement pour abandon de fonctions.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} janvier 1963.

N° 1399-D-MFP du 20-11-67 — M. Pelli Daou Albert, titulaire du B.E.P.C., est engagé en qualité d'instituteur-adjoint décisionnaire au salaire mensuel de vingt deux mille quatre cent soixante et un (22.461) francs et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.

Le salaire de l'intéressé sera imputé sur le chapitre 26 — article 6 du budget général — exercice 1967.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 1400-D-MFP du 20-11-67 — M. Atohou H. Armand est engagé en qualité de sérigraphe permanent 3^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.

Le salaire de l'intéressé sera imputé sur le chapitre 26 — article 8 — paragraphe 2 du budget général — exercice 1967.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 1401-D-MFP du 20-11-67 — M. Dackey Bernard, agent permanent 5^e catégorie échelle B, en service au bureau des bourses et examens, est rayé des effectifs du personnel de ce service pour compter du 1^{er} septembre 1967.

M. Laison Ayi Richard, titulaire du 'B.E.P.C., est engagé en qualité d'agent permanent 5^e catégorie échelle A, en remplacement numérique de M. Dackey (budget général — chapitre 26 — article 7 — exercice 1967).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 1428-D-MFP du 24-11-67 — Mlle Birregah H. A. Philomène, titulaire du CEPE est engagée en qualité d'employée de bureau permanente 3^e catégorie échelle A et mise à la disposition de la cour suprême (budget général, chapitre 32, article 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 1450-D-MFP du 27-11-67 — M. Kuaovi Fidèle, titulaire du diplôme d'ingénieur mécanicien de l'université de l'Amitié des Peuples Patrice Lumumba de Moscou (U.R.S.S.), est engagé en qualité d'ingénieur auxiliaire au salaire mensuel de quarante neuf mille huit francs (49.008) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget annexe des C.F.T.).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 1451-D-MFP du 27-11-67 — M. Johnson Claude, titulaire du certificat d'études économiques de l'institut de promotion économique et sociale de l'université de Dakar, est engagé en qualité d'agent d'administration au salaire mensuel de trente mille six cent trente francs (30.630 frs) et mis à la disposition du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan.

Le salaire de l'intéressé sera imputable au chapitre 30 — article 5 du budget général — exercice 1967.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Affectations

N° 1366-D-MFP du 16-11-67 — M. Tcherou Lucien, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon, précédemment en service à la direction des finances, est mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au budget général — chapitre 8 — article 8 jusqu'au 31 décembre 1967.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 1368-D-MFP du 16-11-67 — M. Desanti René, adjoint-administratif principal 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale, précédemment en

service à la Présidence de la République, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères.

Son traitement reste imputable au chapitre 6, article 2 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 1369-D-MFP du 16-11-67 — M. Boukari Idrissou, secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, est mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie.

Son traitement reste imputable au chapitre 26, article 2 du budget général jusqu'au 31 décembre 1967.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 1414-D-MFP du 22-11-67 — M. Agounkey Damien, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale est affecté pour ordre à la direction de la fonction publique.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au budget général — chapitre 20 — article 2 jusqu'au 31 décembre 1967.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 1454-D-MFP du 27-11-67 — M. Agbodoh Dossseh Marcellin, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, est mis à la disposition du ministre de l'intérieur.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Validation de services antérieurs

N° 1413-D-MFP du 21-11-67 — Les services antérieurs accomplis au service des eaux et forêts du 24 octobre 1955 au 30 juin 1960 soit 4 ans 8 mois 6 jours par M. Sohounghé Akoha Valentin, gardien de la paix en service au commissariat central de Lomé, sont validés.)

Changement d'emploi

N° 1370-D-MFP du 16-11-67 — M. Pimizi T. Marcel, planton permanent 3^e catégorie échelle A, est versé dans la catégorie des employés de bureau, et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.

Le traitement de l'intéressé continuera à être supporté par le budget général — chapitre 26 — article 7.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Rétablissement de situation administrative

N° 409-MFP du 15-11-67 — La situation administrative de M. Mensah Paul, adjoint technique principal de C.E., diplômé de l'école normale rurale Frédéric Assomption de Katibougou (Mali), est rétablie comme suit dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits :

1-1-59 — aide-conducteur principal 1^{er} échelon d'agriculture ex-AOF — (indice 491)

Togo

1-1-62 — ingénieur-adjoint d'agriculture 3^e classe 2^e échelon (indice 850/898) — A.C. 3a.

1-1-62 — ingénieur-adjoint 3^e classe 3^e échelon — A.C. 1a.

1-1-63 — ingénieur-adjoint 3^e classe 4^e échelon

1-1-65 — ingénieur-adjoint 2^e classe 1^{er} échelon

1-1-67 — ingénieur-adjoint 2^e classe 2^e échelon.

Le présent arrêté aura effet au point de vue solde pour compter de la date de signature.

Mise en disponibilité

N° 411-MFP du 17-11-67 — M. Akpokli Joël Ebénézer, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une durée de un (1) an, à compter du 27 octobre 1967.

N° 412-MFP du 17-11-67 — Mlle Creppy Irène, administrateur-civil de 2^e classe 1^{er} échelon est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de un (1) an, à compter du 1^{er} août 1967.

N° 417-MFP du 20-11-67 — M. Ségbéname Erasmus, infirmier d'Etat de 2^e classe 3^e échelon, en service à Aného est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de un (1) an, à compter du 16 novembre 1967.

N° 425-MFP du 22-11-67 — Mlle D'Almeida Florinda, sage-femme d'Etat de 2^e classe 4^e échelon est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de deux (2) ans, à compter du 1^{er} octobre 1966.

Détachement

N° 419-MFP du 20-11-67 — M. Sema Arouna, ingénieur d'agriculture de 2^e classe 4^e échelon (catégorie A1) du corps du personnel de l'agriculture, nommé directeur de la caisse nationale de crédit agricole, est placé dans la position de service détaché auprès de la caisse nationale de crédit agricole.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Sema, ainsi que la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo, sont à la charge du budget de la caisse nationale de crédit agricole.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue de pension de 60%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1968.

Rappel à l'activité

N° 414-MFP du 17-11-67 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 327-MFP du 19 septembre 1967 portant rappel à l'activité de M. Agbodjan Victorien, assistant météo de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile.

N° 421-MFP du 21-11-67 — M. Ocloo Komi Elias, agent d'exploitation de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel des postes et télécommunications, placé en position de disponibilité sans traitement, est rappelé à l'activité et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget général — chapitre 18 — article 5).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Reprise de service

N° 1410-D-MFP du 21-11-67 — Est constatée, pour compter du 2 octobre 1967, la reprise de service de Mme Bodjona Eugénie (née Akpabie), agent permanent 2^e catégorie échelle A, en service à la circonscription administrative d'Atakpamé.

Cessation de fonctions

N° 1378-D-MFP du 16-11-67 — Est constatée, pour compter du 1^{er} janvier 1968, la cessation définitive de fonctions de M. Gnadé Ottandah, agent permanent 6^e catégorie échelle A (né en 1912), en service à la circonscription agricole de Klouto.

L'intéressé pourra prétendre à l'indemnité compensatrice de congé payé calculée au prorata du temps de service accompli depuis le dernier congé.

M. Gnadé, qui a accompli plus de 20 ans de services effectifs, peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère dans les conditions fixées par l'arrêté n° 446-55-ITLS du 27 avril 1955.

N° 1397-D-MFP du 20-11-67 — Est constatée, pour compter du 1^{er} janvier 1968, la cessation définitive de fonctions de M. Tougnon André, agent permanent 5^e catégorie échelle B, en service au matériel — transit (né en 1911 et engagé le 1^{er} septembre 1938).

L'intéressé pourra prétendre à l'indemnité compensatrice de congé payé calculée au prorata du temps de service effectué depuis le dernier congé et à l'indemnité de licenciement prévues à l'article 11 de l'arrêté n° 852-54-ITLS du 7 septembre 1954.

M. Tougnon, qui a accompli plus de 20 ans de services effectifs, peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère dans les conditions fixées par l'arrêté n° 446-55-ITLS du 27 avril 1955.

N° 1398-D-MFP du 20-11-67 — Est constatée, pour compter du 1^{er} janvier 1968, la cessation définitive de fonctions de M. Donhissoù Grégoire, planton permanent 2^e catégorie hors échelle (né le 31 décembre 1911) — engagé le 16 août 1942, en service au cabinet du ministre de l'intérieur.

L'intéressé pourra prétendre à l'indemnité compensatrice de congé payé calculée au prorata du temps de service effectué depuis le dernier congé et à l'indemnité de licenciement prévues à l'article 11 de l'arrêté n° 852-54-ITLS du 7 septembre 1954.

M. Donhissoù, qui a accompli plus de 20 ans de services effectifs, peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère dans les conditions prévues par l'arrêté n° 446-55-ITLS du 27 avril 1955.

Licenciement

N° 422-MFP du 21-11-67 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du corps du personnel de l'enseignement, sont licenciés de leur emploi pour abandon de fonction à compter des dates ci-après :

9 octobre 1967

Ayassou Victor, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire

Bouraima Traoré, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

16 octobre 1967

Gbedema Seth, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

N° 1425-D-MFP du 24-11-67 — M. Metchiale François Koffi, agent permanent 3^e catégorie échelle B, en service à la cour d'appel de Lomé, est licencié de son emploi pour compter du 25 octobre 1967, date de sa condamnation par le tribunal de droit moderne de Lomé à deux ans d'emprisonnement pour vol.

L'intéressé n'aura droit à aucune indemnité.

Additif

ADDITIF du 21-11-67 à la décision n° 433-MFP du 19 mai 1967 portant passage automatique d'échelon.

CADRE DES OFFICIERS DE POLICE-ADJOINTS (catégorie C)

Ajouter :

Au 2^e échelon du grade d'officier de police-adjoint ppal

1-1-67 — Tchacorom Mami Honoré, officier de police-adjoint principal 1^{er} échelon — A.C. 2a. 2 m.

Le reste sans changement.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 21-11-67 à la décision n° 1215-MFP du 11 octobre 1967 portant engagement de Mme Tchédre Jeanne.

Au lieu de :

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Lire :

La présente décision aura effet pour compter du 5 avril 1967.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Examens et concours

N° 206-D-MEN du 7-11-67 — Les examens et concours de l'année scolaire 1967-1968 auront lieu aux dates suivantes :

Type d'examen ou de concours	Date de clôture du registre	Date de l'examen ou concours	Date de correction
Entrée en 6 ^e	1 ^{er} mars 1968	31 mai 1968	6 juin 1968
C.E.P.E.	17 mai 1968	17 juin 1968	immédiate
C.F.E.N.	8 juin 1968	8 juillet 1968	9 juillet 1968
B.E.P.C. 1 ^{ère} session	9 mars 1968	10 et 11 juin 1968	17 juin 1968
B.E.P.C. 2 ^e session	—	19 et 20 septembre 1968	1 ^{er} octobre 1968
Probatoire 1 ^{ère} session	20 mars 1968	20-21-22 juin 1968	25 juin 1968
Probatoire 2 ^e session	—	23-24-25 septembre 1968	3 octobre 1968
Formation	14 septembre 1968	15 octobre 1968	17 octobre 1968
Bac	la date sera fixée ultérieurement	—	—
B.E.C.	10 février 1968	11 mars 1968	14 mars 1968
C.A.P. commercial	10 mai 1968	du 10 au 15 juin 1968	immédiate
C.A.P. industriel et ménager	17 mai 1968	du 17 au 22 juin 1968	immédiate
Monitorat	—	2 septembre 1968	—
C.E.A.P.	1 ^{er} février 1968	2 et 3 septembre 1968	9 septembre 1968
C.A.P.	—	3 septembre 1968	—

N° 207-D-MEN du 8-11-67 — En sus des jours fériés réglementaires, les dates des congés pour l'année scolaire 1967-1968 sont fixées comme suit :

Type de congé	DUREE	
	Enseignement primaire	Enseign. second. et technique
Toussaint	du 31 octobre au soir au 2 novembre 1967 au matin	du 31 octobre 1967 au soir au 2 novembre 1967 au matin
Noël et Nouvel An	du vendredi 22 décembre 1967 au soir au 3 janvier 1968 au matin	du 23 décembre 1967 à midi au 3 janvier 1968 au matin
Mardi Gras	du 23 février 1968 au soir au 29 février 1968 au matin	du 24 février à midi au 29 février 1968 au matin
Pâques	du 10 avril 1968 au soir au 22 avril 1968 au matin	du 10 avril 1968 au soir au 22 avril 1968 au matin
Fête Nationale	du 26 avril 1968 au soir au 29 avril au matin	du 26 avril 1968 au soir au 29 avril 1968 au matin
Grandes vacances	du 28 juin 1968 au soir au 23 septembre 1968 au matin	du 13 juillet 1968 à midi au 14 octobre 1968 au matin

Nomination

N° 216-D-MEN du 21-11-67 — M. Tcherou Lucien, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon, mis à la disposition du ministre de l'Éducation nationale, est affecté au lycée de Tokoin (Lomé) en qualité d'économiste dudit établissement.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Additif

ADDITIF du 14-11-67 à la décision n° 107-MEN du 11 septembre 1967 portant nomination.

Ajouter :

A ce titre M. Tettekpoe Raymond percevra les indemnités prévues par le décret 65-85 du 4 juin 1965. Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Admission

N° 108-D-MER du 20-10-67 — Sont définitivement admis au collège technique d'agriculture de Bingerville (République de Côte d'Ivoire) :

Doh Jonas

Accolatsé Henri

Yao Abilé Julien

Tebou Jonas.

N° 109-D-MER du 23-10-67 — Sont définitivement admis à l'école des assistants d'élevage de Bamako (République du Mali) :

Bokovi Victorin

Addra Wenceslas.

Awuitor Claude-Bernard

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS D'APPELS D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES lancé par la République togolaise pour un projet financé par la Communauté Economique Européenne.

Fonds Européen de Développement

Convention n° 168-F-TO-S-Projet 11-22-110.

Objet : Fourniture et installation des appareils nécessaires à la climatisation, à une centrale de distribution d'oxygène vide et à deux ascenseurs monte-malades dans les bâtiments du bloc chirurgical et de la maternité au Centre National Hospitalier de Tokoin à Lomé (Togo).

Ces prestations sont réparties en 3 lots :

Lot n° 1. — Climatisation

Lot n° 2. — Ascenseurs monte-malades

Lot n° 3. — Distribution oxygène-vide

Les candidats pourront soumissionner pour un, plusieurs ou pour l'ensemble des lots, les offres devant porter obligatoirement sur des lots complets.

Estimation : 15.000.000 F. CFA pour l'ensemble des installations en état de fonctionnement.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires éventuels que les paiements de ces prestations peuvent être effectués directement dans la monnaie du pays du siège du bénéficiaire du marché ou du producteur de la fourniture.

Lieu de livraison. Centre National Hospitalier de Tokoin à Lomé (Togo).

Délai de livraison. 4 mois + 2 mois minimum pour l'installation.

Les soumissions (en langue française, devront parvenir par pli recommandé, ou être remises (contre récépissé), à « Monsieur le président de la Commission Consultative des Marchés — Présidence de la République togolaise » à Lomé (Togo) où elles devront parvenir au plus tard le 31 janvier 1968 avant 11 heures locales.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 15 heures locales au Palais du Gouvernement à Lomé.

Prix du dossier. Le dossier d'Appel d'Offres, rédigé en langue française, peut être soit :

— retiré directement au Service des Travaux Publics (Bureau de l'Arrondissement Bâtiments) contre récépissé du versement de la somme de 8.000 F. CFA à la Caisse du Trésorier-Payeur du Togo à Lomé, compte n° 103-07.

— Sur demande écrite adressée à M. le Directeur des Travaux Publics du Togo B.P. 335 à Lomé (Togo) accompagnée d'un chèque de 8.000 F. CFA — certifié payable dans la République togolaise, établi au nom de M. le Trésorier-payeur du Togo — Compte 103-07.

Dès réception du règlement le dossier sera envoyé à l'acquéreur par avion et franco de port.

Renseignements supplémentaires :

Monsieur le Directeur des Travaux Publics — B.P. 335 à Lomé (Togo).

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissantes des Etats membres ou des Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à la Communauté Economique Européenne.

Lomé, le 18 novembre 1967

Le Directeur des Travaux Publics,

A. Luce

FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION

AVIS D'APPEL D'OFFRES lancé par la République togolaise pour un projet financé par la République française.

Objet. — Adduction et distribution d'eau de la ville de Dapango.

Estimation. — Le montant des travaux est estimé à environ 64 millions de francs cfa.

Participation à la concurrence. — La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissantes des Etats ou Pays appartenant à la zone franc et de la Communauté.

Délai d'exécution. — Le délai d'exécution est fixé à huit (8) mois.

Envoi des soumissions. — Les soumissions devront parvenir, par pli recommandé, adressé à Monsieur le président de la Commission Consultative des Marchés, Présidence de la République togolaise à Lomé, ou y être déposées avant onze (11) heures locales du jour fixé pour leur ouverture qui aura lieu le 31 janvier 1968, à quinze (15) heures locales au Palais du Gouvernement (Salle de Réunion de la Commission Consultative des Marchés).

Achat des dossiers. — Le dossier d'Appel d'Offres peut :

— soit être retiré au Bureau du chef de la Mission du Bureau Central d'Etudes pour les Equipements d'Outre-Mer (B.C.E.O.M.), 3, rue de l'Islam à Lomé, contre versement de la somme de trente quatre mille francs cfa (34.000 cfa).

— soit être envoyé par avion, franco de port, sur demande adressée à Monsieur le chef de la Mission du B.C.E.O.M. — B.P. 358 à Lomé, accompagnée d'un chèque certifié payable au Togo, d'un montant de trente quatre mille francs (34.000 francs cfa).

Consultation du dossier. — Le dossier peut être consulté :

— Dans les bureaux de l'Arrondissement de l'Hydraulique et de l'Electricité du Service des Travaux Publics du Togo à Lomé.

— Dans les bureaux du B.C.E.O.M. — 3, rue de l'Islam à Lomé — où tous les renseignements complémentaires peuvent être donnés.

— Dans les bureaux du Siège du B.C.E.O.M. — 15, Square Max Hymans Paris (15^e).

Lomé, le 20 novembre 1967.

Le Directeur des Travaux Publics,

A. Luce

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné, dans un délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de droit moderne de 1^{re} instance de Lomé et des sections d'Anécho, d'Atakpamé et de Sokodé dudit tribunal.

Suivant réquisition, n° 5142, déposée le 2 novembre 1967, le sieur Agbemenya Jean, profession d'agent de constatation des douanes, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de deux hectares quatre vingt six ares cinquante deux centiares, situé à Kagnikopé, circonscription de Lomé, connu sous le nom de Kagnikopé et borné au nord par Ahoudja, Akouété et Djiwonou, au sud par Nényiwoédé, Dansou et Mississo, à l'est par Mississo Klouvi Azia-djito et Missadji et à l'ouest par Elévovém Adonsou et Ablavi Alégueley.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5143, déposée le 4 novembre 1967, le sieur Amaglo Komlavi Frédéric, profession d'employé de commerce à la C^{ie} F.A.O., demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 89 centiares situé à Tokoin-Ouest, commune de Lomé, connu sous le nom de Tokoin-Ouest et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par l'ancienne route circulaire et à l'ouest par la propriété appartenant à Dadzie.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5144, déposée le 6 novembre 1967 le sieur Joseph Addi, profession de sergent au 1^{er} B.I.T., demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant

la forme d'un pentagone irrégulier, d'une contenance totale de 4 ares, 84 centiares, situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud et à l'ouest par la propriété Zankou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5145, déposée le 10 novembre 1967, le sieur Mathias Sédasi Aklama, profession de forgeron, demeurant et domicilié à Lomé 15, rue de Bê, mandataire de la collectivité Benjamin Atakou Aklama, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti (démoli), consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8 ares 95 centiares, situé à Anécho, connu sous le nom de Ella et borné au nord par la route internationale Lomé-Cotonou, à l'est et au sud par des rues, à l'ouest par les héritiers Ayité.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Aklama et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5146, déposée le 10 novembre 1967, le sieur Deckon Cosme, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble suburbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 ares seize centiares, situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé et borné au nord par les héritiers Kossidjin Zankou, au sud et à l'est par des rues en projet et à l'ouest par Hoka Gbongli Aménikpi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5147, déposée le 27 novembre 1967, la dame Victoria Gaba, profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Dapango, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 13 ares 64 centiares, situé à Dapango ville et borné au nord par Salami Sanoussi et Akokovi, au sud, à l'est et à l'ouest des rues non dénommées.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5148, déposée le 28 novembre 1967, le sieur Agbaro Thoro, profession de militaire-chauffeur, demeurant et domicilié à Lomé-Tokoin, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de cinq ares quarante deux centiares (5as 42cas) situé à

Tokoin, circonscription administrative de Lomé connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par le lot n° 25, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 21 et à l'ouest par le lot n° 19.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5149, déposée le 29 novembre 1967, le sieur Hountondji Alphonse, profession d'agent technique des P.T.T. demeurant et domicilié à Lomé majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de trois ares soixante-treize centiares (3as 73cas) situé à Nyékonakpoè, circonscription administrative de Lomé connu sous le nom de Nyékonakpoè et borné au nord par la rue Doté Mensah, au sud par la propriété Dovi Eklu, à l'est par Alphonse Akama et à l'ouest par Thérèsia Ayoko Gbikpi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5150, déposée le 30 novembre 1967, le sieur Eginhard Y. Ada, profession de Pasteur Modérateur, demeurant et domicilié à Lomé 1, Rue Foch, représentant de l'Eglise Evangélique du Togo, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils au compte de la mission Evangélique, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 3 ha 07 a 84 cas, situé à Kougnohou, circ. adm. d'Akposso et borné au nord par Mika Masoukpa, au sud par la collectivité Albert Anonéné, à l'est par Ahovi Anonéné et à l'ouest par la route Atakpamé Badou.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la mission Evangélique du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5151, déposée le 30 novembre 1967, le sieur Eginhard Y. Ada, profession de pasteur Modérateur, demeurant et domicilié à Lomé, 1, Rue Foch, représentant de l'Eglise Evangélique du Togo, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils au compte de la mission Evangélique, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 11 ha 38 a 81 ca situé à Kougnohou, circ. adm. d'Akposso et borné au nord par Mathias

Anonéné et Wah Gassou, au sud par une rivière, à l'est et à l'ouest par Anonéné Ahovi.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la mission Evangélique du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
E. K. Dogbé

Immatriculations au registre de commerce

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 13 juillet 1967 sous le n° 1135 chronologique, M. Addo Gottfried a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 1 n° 326 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 28 juillet 1967 sous le n° 1137 chronologique, M. Bittar Antoine a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne « Pièces détachées Auto ».

Inscription a été faite au livre 1 n° 327 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 28 juillet 1967 sous le n° 1138 chronologique, M. Semani Jean a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 1 n° 328 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 31 juillet 1967 sous le n° 1139 chronologique, M. Bruce Emmanuel a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne « Ets. Bruce Emmanuel ».

Inscription a été faite au livre 1 n° 329 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 2 août 1967 sous le n° 1141 chronologique, M. A.B. Surulere a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 1 n° 330 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 10 août 1967 sous le n° 1146 chronologique, M. Attipoe Charles Kofi Mensah a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 1 n° 332 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 24 août 1967 sous le n° 1449 chronologique, M. Edet Nyatt a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne « Ets. Transco ».

Inscription a été faite au livre 1 n° 333 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 4 septembre 1967 sous le n° 1162 chronologique, Mlle Kponton Yvonne Ahéba a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne « Nouvelle Entreprise Commerciale » (NEC).

Inscription a été faite au livre 1 n° 334 analytique.

Pour insertion et avis :

Le greffier en chef,

E.T. Lawson

Récépissés de déclaration d'Associations

(du 11-10-67)

Titre de l'association : « Association des Yoroubas originaires de Shaki Nigéria de l'Ouest ».

Buts : a) — Regrouper les originaires de Shaki ;

b) — Resserrer les liens de fraternité entre eux ;

c) — Favoriser les relations d'entraide, de solidarité et de coopération ;

d) — Défendre les intérêts matériels et moraux de ses membres.

Siège social : Lomé, 28, rue de la Gare.

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

(du 29-11-67)

Titre de l'association : « Union des Akposso résidant à Lomé ».

Buts : a) — Dénombrer les ressortissants Akposso vivant à Lomé, les regrouper pour qu'ils se connaissent, s'unissent et s'entraident davantage.

b) — Faciliter des contacts permanents et des échanges de vue entre ses membres.

c) — Développer l'esprit de solidarité et d'hospitalité entre ses membres et envers les autres peuples togolais.

d) — Venir en aide aux familles et aux élèves nécessiteux dans les cas de décès, maladie, logement, naissance, mariage, etc...

e) — Développer et encourager l'art et le folklore akposso dans la capitale.

f) — Etudier les coutumes akposso en vue de les renover, les uniformiser et les faire connaître.

g) — Défendre les intérêts des Akposso à Lomé.

Siège social : Lomé, rue Avasso — Quartier Nyékonakpoé.

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

(Le présent récépissé annule et remplace celui du 11 août 1959).

(du 8-12-67)

Titre de l'association : Chambre Syndicat des Agents Immobiliers du Togo.

Buts : — La Chambre Syndicale a pour but :

1°) — L'établissement entre ses membres, d'un lien de solidarité et un centre de relations amicales.

2°) — L'étude de toutes les questions relatives aux mesures et réforme législatives, réglementaires, économiques, fiscales et sociales la concernant.

3°) — La défense des intérêts matériels et moraux de ses adhérents.

4°) — De traiter d'une manière générale toutes les questions et effectuer toutes les opérations prévues ou à prévoir par la loi.

Siège social : — La Chambre Syndicale a son siège social fixé à Lomé et pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'Administration

Pièces annexées : — Statuts.

